

voisinage. Il fut décidé de ne plus intervenir militairement dans les affaires des voisins des Caraïbes. Depuis lors il n'y eut qu'une seule exception, l'intervention dans la République Dominicaine en 1965. Et ce geste obligea les États-Unis à donner des explications à bien des pays. Chose certaine, toutefois, je ne sache pas qu'il y ait chez le gouvernement américain de grands désirs de poursuivre une politique d'intervention. Il en résulte toujours d'une politique plus d'inconvénients que d'avantages.

Les États-Unis s'efforcent de faire naître l'intégration économique des pays de l'Amérique centrale. Il y a eu là le projet d'un Marché commun qui grouperait cinq pays depuis le Guatemala jusqu'à Costa Rica; à ces pays, le président Johnson a proposé un secours financier substantiel si la chose pouvait leur aider à réaliser leur projet de s'unir et de s'industrialiser comme s'il s'agissait d'un même ensemble. Or ce projet marque le pas. Les suspensions nationales et le désir de chaque pays d'en tirer plus que l'autre font que le marché commun est encore loin d'être passé dans les faits.

Les États-Unis ont une politique envers le Venezuela, une autre, envers la Colombie et une autre envers Haïti. Ils en ont une pour Cuba dont l'expression la plus tangible est l'absence de toute liaison aérienne directe avec cette destination. C'est pourquoi pour venir ici j'ai préféré Air Canada aux Eastern Lines, car je n'avais pas le loisir de courir le risque d'une vacance forcée dans les Antilles.

**Le sénateur Martin:** Vous ne croyez pas qu'Air Canada vous aurait conduit à Cuba contre votre gré?

**M. Armstrong:** Aucune compagnie n'est à l'abri de ces déviations, mais Air Canada y a échappé jusqu'ici tandis que les Eastern Lines en ont été les victimes choquées.

La position des États-Unis vis-à-vis le régime de Castro ne cesse de retenir l'attention du gouvernement américain, d'une part, et, d'autre part, de l'Organisation des États américains. Elle repose sur un certain nombre d'hypothèses que le temps ne semble pas vouloir corroborer entièrement.

Il règne entre ces pays un sentiment d'hostilité mutuelle. Il peut être possible d'atténuer ce sentiment et il y a, je crois, des chances que l'attitude des États-Unis évolue quelque peu, encore que je sois loin d'en être sûr. Les réfugiés cubains aux États-Unis sont si nombreux qu'ils sont devenus une force politique par eux-mêmes. Ils peuvent avec d'autres exercer assez de pression sur le gouvernement pour influencer la politique américaine envers Cuba.

A dire vrai, les États-Unis, je pense, aimeraient bien n'avoir pas à s'inquiéter du sort de toutes ces petites îles et de toutes ces principautés des Antilles. Et chaque fois ils se demandent si au contraire ils ne devraient pas s'en occuper activement autant pour des raisons d'ordre militaire que dans l'intérêt d'un assainissement de la région.

Il est difficile d'avoir une société en pleine prospérité, comme celle que nous avons aux États-Unis, avec d'immenses quartiers lépreux dans les villes. Dans le même ordre d'idée, on ne saurait inspirer de l'amitié aux pays antillais quand on tolère si près de soi des poches si considérables de misère humaine. Les événements dans cette région ne peuvent pas ne pas être influencés par l'énorme pauvreté et le retard de ces pays.

Une chose est manifeste dans la politique des États-Unis, c'est le désir de voir plus de pays étrangers aux Antilles s'intéresser davantage au sort de ces îles. L'un des effets les plus déplorables du retrait des Britanniques est qu'ils ne sont plus un facteur d'importance, si l'on peut dire, dans la vie antillaise. De façon générale, les Européens ne jouent aucun rôle qui vaille dans ces contrées. Pour l'URSS, il est difficile de dire ce qu'elle cherche et ce qu'elle apporte. Sans doute ses relations avec Cuba ont une certaine valeur de nuisance, mais pour la Russie elle-même elles ne sont pas sans problèmes. Elle doit se demander parfois quels moyens employer avec son interlocuteur à part de verser toujours davantage de fonds. Tout cela pour dire qu'une seule chose me paraît certaine. Toute déclaration de politique antillaise de la part des États-Unis exprimerait l'espoir de voir le Canada faire preuve de plus d'intérêt et d'activité. Elle exprimerait aussi le souhait de ne pas voir le Canada s'éloigner davantage à cause de ce désir. Sur ce, monsieur le Président, je cède la parole.

**Le président:** Soyez remercié, monsieur Armstrong, de l'exposé si riche en renseignements que vous venez de nous faire. Autant le fonds était substantiel autant la forme était agréable. Vous nous avez fait part de vos vues non seulement avec une indéniable franchise, mais aussi avec un humour des plus plaisants. Votre allusion aux «Bay Street Boys» des Bahamas nous a rappelé les nôtres qui sont à Toronto.

Je demande au sénateur Thorvaldson de commencer les questions.

**Le sénateur Thorvaldson:** Monsieur le Président, permettez-moi de dire à M. Armstrong combien passionnant chacun de nous a trouvé ce qu'il a dit, et que nous avons fort goûté la façon originale avec laquelle il a communiqué en moins de 45 minutes et en peu de mots une mine de renseignements. Souhaitons que le temps ne se montre pas trop avare, car le sujet comporte autant d'intérêt que d'importance.

Tout d'abord, permettez-moi une observation sans conséquence au sujet de Porto Rico. En voyant chaque année et plus particulièrement cette année tant de mes amis, surtout américains, prendre leurs vacances d'hiver à Porto Rico, je me demandais ce qui les attirait là. Tout s'est éclairé pour moi quand vous avez dit que le pays se trouve à l'intérieur de la zone douanière mais à l'extérieur de la zone de l'impôt sur le revenu des États-Unis. Voilà certes un attrait peu négligeable.